



Rapport sur la liberté: paix, droits démocratiques

Une mise à jour du rapport 2015 *Nouveaux fronts* préparé pour le Conseil général de la CSI

Novembre 2016



ITUC CSI IGB

Confédération syndicale internationale

Table des matières

Introduction	3
L'escalade du conflit	4
Violence et attaques contre des membres de syndicats	5
Le contrat social est brisé – effondrement de la confiance envers les gouvernements et montée du populisme	6
Investir dans la paix, veiller à la démocratie et à la prospérité	7
La crise mondiale des réfugiés	8
Un Pacte mondial	10
Une voix commune pour s'opposer à l'oppression gouvernementale	11

Introduction

Aujourd'hui, dans notre monde fracturé, la paix, la démocratie, les droits humains et la liberté restent hors de portée pour des millions de personnes.

Le rapport CSI de 2015, *Liberté* (<http://www.ituc-csi.org/liberte-rapport-nouveaux-fronts>), posait un cadre à nos préoccupations en abordant la fermeture des espaces démocratiques, les conséquences des attaques portées aux droits et aux libertés, et les réponses de la CSI.

En 2016, l'escalade du conflit, la hausse des inégalités, le chômage désormais systémique des jeunes, la persistance de l'économie informelle, l'augmentation des violences à l'égard des femmes, le nombre croissant des personnes piégées dans des formes modernes d'esclavage, la crise des réfugiés de plus en plus importante, les conflits armés et les actes de terrorisme imprévisibles font vivre de trop nombreuses personnes dans la crainte.

©AP



«Les obus – parfois pleins de chlore – sont aujourd'hui les principaux assassins des civils syriens. Nos équipes de sauvetage – non armées et neutres – ont sauvé plus de 60.000 personnes, victimes des attaques en Syrie, mais il y en a tant d'autres que nous ne pouvons pas atteindre. Tous ces enfants piégés sous les décombres que nous n'entendons pas. Cessez les bombardements. S'il vous plaît, cessez les bombardements.»

Raed Saleh – Les Casques blancs (White Helmets)

L'escalade du conflit

La guerre en Syrie devient chaque jour plus sanglante. Déclenché en réaction d'une lutte pour se libérer d'un dictateur, le terrorisme d'État a détruit des communautés entières, a tué des centaines de milliers de personnes et en a déplacé des millions d'autres, sans compter les nombreuses puissances étrangères qui ont rejoint le combat ou qui soutiennent leurs alliés dans une guerre par procuration.

Une fois de plus, la géopolitique prend le pas sur la valeur de la vie humaine. Le Conseil de sécurité des Nations Unies montre juste combien il est impuissant alors qu'il ne parvient pas à faire respecter sa résolution exigeant la fin des tirs d'obus. L'inaction a malheureusement permis à l'État islamique de s'installer sur le territoire et de s'étendre jusqu'en Irak et au-delà.

Les nouveaux conflits ou la réalimentation des conflits semblent insolubles, que ce soit au Soudan du Sud, au Nigéria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Ukraine et au Yémen. En Libye, même la plus petite lueur d'espoir vient désormais de s'éteindre alors que des groupes armés y ont pris le contrôle.

En Afghanistan et en Irak, les tensions sont toujours présentes, et en Palestine, l'occupation illégale se poursuit alors que les attaques de 2014 sur Gaza nous rappellent combien de vies humaines sont sacrifiées au nom de la suprématie politique.

Par ailleurs, des fondamentalistes mènent de plus en plus d'actes terroristes dans les villes de leurs soi-disant ennemis. <http://www.conflictmap.org/>

Pourtant, tous les dirigeants qui prétendent soutenir la fin des combats savent que les dépenses militaires ont augmenté de plus de 1 % l'année dernière. Leur prétendu engagement envers la paix signifie bien peu lorsque les profits des multinationales dans leur propre pays sont en jeu.

Il est temps de cesser les bombardements, de mettre un terme à ces tueries et de stopper le commerce d'armes assassines.

La prolifération incontrôlée d'armes et de munitions alimente les conflits, augmente les violations des droits humains et accentue la pauvreté. Alors que la violence armée tue une personne toutes les minutes, des millions d'autres souffrent des déplacements, des violations des droits humains, de la perte des services par les dommages faits aux infrastructures et du chômage croissant. Il existe un lien irréfutable entre les hauts niveaux de violence armée et la pauvreté, surtout à cause du commerce illégal. La première étape indispensable pour parvenir à réduire le commerce illégal est de contrôler le commerce légal..
controlarms.org

La crainte des populations des zones de conflit, de même que le désespoir économique et les phénomènes météorologiques extrêmes sont à l'origine de la pire crise des réfugiés depuis 70 ans.

Construire des murs et des barrières militaires ne résoudra rien, mais ne sont que des éléments d'une guerre politique que mènent des responsables politiques dans laquelle ils recourent aux peurs et à la xénophobie pour obtenir le soutien de l'opinion publique.

Violence et attaques contre des membres de syndicats

Au-delà des zones secouées par des conflits violents, nous assistons à une nouvelle vague de répression politique, notamment en Turquie, en Corée et en Égypte où l'opposition politique et civile est purgée, et au Brésil où a eu lieu un coup d'État politique.

La violence à l'encontre des syndicats et d'autres organisations de la société civile est un fléau qui participe à cette oppression. En 2015, des membres syndicaux ont été assassinés dans plus de 11 pays et l'espace démocratique se rétrécit dans environ 22 % des pays.

Dans nombre de pays menacés d'attaques terroristes, des droits fondamentaux comme les libertés de réunion et d'expression et la liberté syndicale subissent des attaques sous le prétexte de mesures de sécurité.

Ailleurs, les mesures d'austérité et le désir d'attirer des investissements étrangers servent à multiplier les lois et les politiques répressives, et la corruption et l'avidité des entreprises expliquent des niveaux historiques d'inégalité. Des barrières légales et institutionnelles sont mises en place pour limiter les capacités des citoyens à combattre l'injustice. Près de la moitié des États dans le monde ont mis en place des contrôles qui limitent les libertés.

Indice CSI 2016 des droits dans le monde



Violations des droits des travailleurs



58%

des pays excluent des travailleurs de la **légitimité du travail**



68%

des pays excluent des travailleurs du **droit de grève**



57%

des pays privent des travailleurs de la **négociation collective**

Pays où les travailleurs sont exposés à des violences physiques



52
en 2016
36
en 2015

Pays qui interdisent ou limitent la liberté d'expression et de réunion



50
en 2016
41
en 2015

Résultats par région

● **5+** Les droits ne sont pas garantis du fait de l'absence de l'État de droit

● **5** Les droits ne sont pas garantis

● **4** Violations systématiques des droits

● **3** Violations régulières des droits

● **2** Violations réitérées des droits

● **1** Violations sporadiques des droits

● Aucune donnée

Europe

L'austérité est un échec et pourtant des gouvernements en Europe continuent d'attaquer les droits des travailleurs et de trop nombreux pays refusent d'accueillir des réfugiés et de leur octroyer le droit de travailler

2,47

3,16
Amérique

3,32
Afrique

4,26
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Asie/Pacifique

4

L'esclavage dans les États du Golfe fait de la région l'une des pires au monde pour les travailleurs

L'Indice CSI 2016 des droits dans le monde porte sur 141 pays qui ont fait l'objet d'un rapport d'avril 2015 à mars 2016. La CSI documente les violations des droits collectifs au travail internationalement reconnus commises par des gouvernements et des employeurs; chaque pays est analysé à la lumière d'une liste de 97 indicateurs découlant des conventions et de la jurisprudence de l'OIT, représentant chacun une violation des droits des travailleurs dans la loi ou dans la pratique.

Le contrat social est brisé – effondrement de la confiance envers les gouvernements et montée du populisme

L'échec des gouvernements à soutenir et à défendre leur population des effets négatifs de la mondialisation des entreprises est à l'origine d'une rupture totale de la confiance et de l'émergence de démagogues dont les mensonges simplistes et les invectives racistes gagnent rapidement du terrain politique.

Quatre ans auparavant, en 2012, le premier sondage d'opinion mondial de la CSI a révélé que le contrat démocratique avec les électeurs avait été rompu dans bien des pays. Les gouvernements ont été avertis qu'ils devaient être plus attentifs à leur population ou risquaient d'accroître l'incertitude politique et économique. Soixante-sept pour cent des électeurs estimaient qu'ils n'avaient pas assez d'influence sur les décisions économiques.

En 2013, le sondage de la CSI a établi que le peuple se sentait abandonné par les gouvernements parce qu'ils ne remédiaient pas au chômage et qu'ils accordaient la priorité aux intérêts des entreprises plutôt qu'à ceux des travailleuses et des travailleurs.

La situation née de cette rupture de confiance s'est révélée un terreau fertile pour la propagation de la colère et des craintes, faisant vaciller les espoirs de paix en Colombie, poussant au vote pour le Brexit et alimentant la montée en

puissance de personnages comme Donald Trump aux États-Unis. Le néonazisme est devenu une réalité de la vie politique en Europe et ailleurs.

En Colombie, l'ancien président Uribe cherche à revenir au pouvoir en balayant les perspectives de paix. Nous sommes solidaires de nos organisations affiliées colombiennes dans leur détermination commune à en finir une fois pour toutes avec le conflit.

La stratégie du «Non à la paix» en Colombie

«Notre objectif était de provoquer la colère des électeurs. Certains stratèges du Panama et du Brésil nous ont recommandé d'arrêter d'expliquer en quoi consistait l'accord de paix, mais plutôt de nous concentrer à propager l'indignation. Lorsqu'ils s'adressaient aux électeurs aux revenus supérieurs ou intermédiaires, nos messages étaient axés sur l'impunité, l'éligibilité et la réforme fiscale (proposées pour les responsables des FARC), alors que les messages destinés aux couches inférieures se concentraient sur les subventions (accordées aux FARC). Nous y avons intégré des éléments locaux pour chacune des régions. Par exemple, pour la région côtière, nous avons personnalisé le message en disant que la Colombie allait devenir comme le Venezuela.»

Un militant pour le référendum, Colombie

Investir dans la paix, veiller à la démocratie et à la prospérité

Partout dans le monde, la situation des travailleuses et des travailleurs est compliquée : niveaux historiques de chômage, salaires de misère et insécurité de l'emploi dans les chaînes d'approvisionnement, renforcés par le désespoir d'une absence de protection sociale ou d'une protection inadaptée. Cela génère les craintes qui mènent à la xénophobie et aux tensions générales, des tensions qui peuvent se mouvoir trop facilement en fascisme, en extrémisme et en conflit.

Le monde ne manque pas de richesses, il est même aujourd'hui trois fois plus riche qu'il y a 30 ans. Le chemin qui mène à la paix et à la prospérité passe par la fin de l'avidité des entreprises et de la corruption, et par l'investissement dans l'humain, partout. Cela implique d'investir dans des emplois et dans les infrastructures, dans l'économie des soins, ainsi que dans la protection sociale accompagnée de services essentiels garantis, comme l'éducation, la santé, les soins aux enfants et aux personnes âgées. Cela implique la garantie d'un salaire minimum permettant de vivre dans la dignité et le droit de négocier collectivement pour l'obtention d'une part équitable de la prospérité.

Tous les pays ont le droit au développement, à l'industrialisation et à la paix. Personne ne doit être victime d'esclavage moderne, y compris dans le système de la kafala des États riches du Golfe. Toute personne fuyant son foyer en quête de sécurité et de sûreté doit être accueillie dans les lieux sûrs et avoir le droit de travailler.

Les syndicats sont fiers de défendre ces valeurs, nous souhaitons la bienvenue aux réfugiés.

Pour guérir notre monde fracturé, la seule réponse est d'investir dans les citoyens et leurs communautés, dans l'inclusion de toutes les personnes, de toutes les générations.

Les syndicats ont toujours été en première ligne des combats menés en faveur d'un changement démocratique et de la justice sociale. Dans de nombreux pays, nous sommes la seule voix organisée de l'opposition aux gouvernements qui agressent leur propre population ou qui agissent pour le compte d'entreprises et d'intérêts particuliers. Les organisations syndicales continueront de se mobiliser fructueusement contre le racisme, les dictatures, l'esclavage et l'oppression, et ont toujours soutenu les communautés dans leurs combats.

Depuis la naissance de notre mouvement, la liste des luttes syndicales dont on peut être fiers est longue. L'année dernière, nous avons célébré le rôle essentiel de mobilisation et de négociation que l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a joué au moment de la transition en Tunisie, tout en évitant au pays les bains de sang que d'autres avaient connus lors du Printemps arabe.

Les organisations syndicales ont mobilisé les groupes communautaires qui ont aidé à la rédaction d'une constitution tunisienne protégeant des principes fondamentaux comme la séparation des pouvoirs, l'indépendance du système judiciaire, la liberté syndicale et les droits d'organisation et de grève. Leur action a été reconnue et récompensée par le prix Nobel de la paix attribué au Quartet du dialogue national.



Crise mondiale des réfugiés

Partout dans le monde, des gouvernements cherchent à éviter la responsabilité d'accueillir des réfugiés. Les syndicats, eux, disent aux réfugiés qu'ils sont les bienvenus.

Alors que plus de 60 millions de personnes fuient la guerre, la terreur et la plus grande pauvreté, les gouvernements des nations les plus riches ont oublié leur propre histoire.

Alors que 80 % des personnes déplacées restent dans des pays en développement, l'Europe et d'autres pays du G20 ne ménagent pas leurs efforts pour réduire au maximum le nombre de réfugiés qui arrivent chez eux. À l'exception de l'Allemagne et de la Suède, nous assistons à la construction de murs et à la mise en place d'opérations militaires aux frontières pour empêcher des êtres humains désespérés de venir vivre en lieu sûr. Aux États-Unis, au Canada et en Australie, les gouvernements ont proposé d'accueillir un nombre minimum de réfugiés syriens tandis qu'une insensibilité croissante s'accroît de la logique de renvoyer tous les autres.

Il est nécessaire de renforcer l'assistance à des pays comme la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Liban et la Turquie; la générosité des citoyens qui ouvrent leurs portes et leurs communautés pour accueillir les réfugiés couvre d'ailleurs les gouvernements de honte. Mais, payer la Turquie pour qu'elle empêche les réfugiés de venir en Europe n'est pas une solution acceptable et ne le sera jamais. Il s'agit d'une grave violation des droits humains fondamentaux et un déni de l'histoire du siècle dernier, alors que des réfugiés européens étaient accueillis au sein de la main-d'œuvre de nombreuses nations, permettant ainsi, grâce à un pacte social, de créer de l'emploi et de faire prospérer les économies.

Les personnes ne sont pas des marchandises échangeables.

Il ne peut y avoir d'intégration sans réinstallation. Nous exhortons les gouvernements européens à reprendre les discussions sur l'intégration et la réinstallation au lieu de dépenser toute leur énergie à fermer leurs portes. La responsabilité à l'égard des réfugiés n'est pas négociable.

De nombreux pays, y compris en Europe, ont besoin de travailleurs pour faire face au vieillissement de leur population. Les compétences et les revenus que les réfugiés peuvent apporter aux pays d'accueil stimulent la croissance économique et la création d'emplois, au profit des réfugiés comme des populations locales. Mais cela nécessite des investissements. Il est temps que les dirigeants prêtent plus attention à l'état de l'économie; les employeurs et les syndicats s'accordent à dire que les migrants et les réfugiés représentent une partie de la solution. Il est juste impossible que le monde relève les défis auxquels nous sommes tous confrontés en appliquant les politiques défaillantes et discréditées d'austérité.

Au centre de la crise, il y a des personnes. La CSI et la CES sont indignées par le manque d'unité et d'humanité des politiques menées par les gouvernements.

En revanche, il est encourageant de constater que, dans presque tous les pays, la compassion des citoyens est plus forte que celle de leur gouvernement. Dans une enquête de l'organisation Tent Foundation réalisée dans dix pays, 73 % des personnes interrogées reconnaissent qu'elles ont la responsabilité d'accepter des réfugiés.

La CSI adresse une requête aux Nations Unies, au G7 et au G20 pour soutenir le droit de vivre et de travailler en lieu sûr pour tous les migrants. Dans cette perspective, il est indispensable de mettre au point une stratégie mondiale de réinstallation reposant sur la coopération, de prévoir les fonds mondiaux nécessaires à la protection sociale ainsi que des infrastructures adaptées qui répondent aux besoins des réfugiés dans les pays d'accueil, de la même façon qu'il faut agir pour mettre un terme aux conflits et à la pauvreté.

Il est indispensable que les pays respectent ces obligations et acceptent leur part de réfugiés, afin d'éviter l'émergence de zones qui deviendront rapidement des ghettos sans droits.

Cette solidarité qui accorde de l'importance à la vie humaine fait cruellement défaut et la montée de la xénophobie au sein du monde politique est inquiétante. Entretenir la peur à l'égard des nouveaux arrivants parce qu'ils représenteraient une menace pour l'emploi local trahit un manque de clairvoyance; il faut au contraire agir pour garantir l'égalité de traitement sur le lieu de travail et établir un programme sérieux pour améliorer les infrastructures, développer l'emploi et créer de la croissance afin de proposer un avenir meilleur et des opportunités pour tous.

Tandis que des gouvernements, partout dans le monde, cherchent à éviter la responsabilité d'accueillir des réfugiés, les syndicats disent aux réfugiés qu'ils sont les bienvenus.

Chaque pays démocratique peut faire mieux pour offrir un lieu sûr aux personnes en danger, mais encore faut-il que nos dirigeants agissent pour faire cesser les conflits et les déplacements de population. Quand nous déclarons que les réfugiés sont les bienvenus, nous sommes bien conscients du fait que la plupart d'entre eux veulent la paix et la sécurité dans leur propre pays. Un effort mondial urgent pour arrêter les bombardements et assurer la démocratie en Syrie et dans les pays voisins est nécessaire, depuis longtemps.

La CSI et la CES se sont conjointement engagées à adopter la réponse humanitaire et économique à la crise des réfugiés décrite plus haut.

<http://www.ituc-csi.org/dossier-special-de-la-csi-crise>

Suite de la page 7

De son côté, RENGO et d'autres continuent d'être notre conscience mondiale contre les armes nucléaires et en faveur du désarmement nucléaire, pendant que le monde vit dans la crainte d'un coup de folie de la part de la dictature nord-coréenne et de ses armes nucléaires.

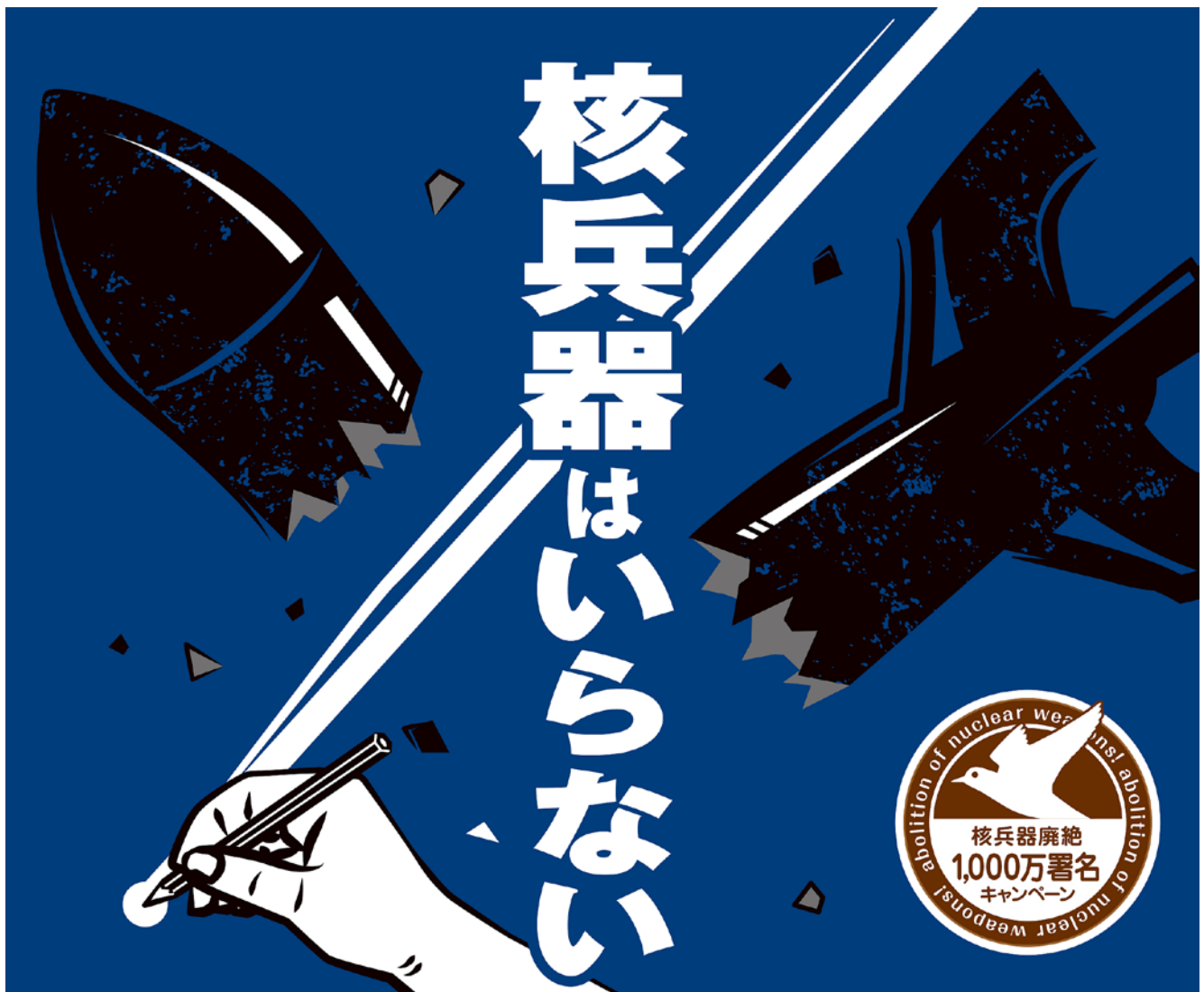
<http://www.ituc-csi.org/petition-non-aux-armes-nucleaires>

Le désarmement, y compris l'interdiction des armes nucléaires, est plus important que jamais. Le commerce massif d'armes et les coûts considérables qu'il suppose pour les économies et les sociétés sont une menace pour la paix et l'investissement dans la protection sociale et dans l'emploi dans les autres secteurs économiques. Il est vrai que le commerce des armes génère de nombreux emplois dans la production, dans la commercialisation et dans les services associés aux armes, mais, comme lors de tout choix politique, il est tout aussi dangereux de ne pas aborder le problème que de ne pas prévoir des moyens de subsistance aux travail-

leurs et aux communautés qui dépendent de ce commerce.

Les syndicats sont confrontés aux conséquences d'investissements ou de désinvestissements politiques et aux changements de la demande mondiale qui ont tous les jours des effets sur les travailleurs. Notre principale exigence porte sur l'aspect essentiel du dialogue social et sur l'engagement consécutif envers des plans nationaux et industriels destinés à gérer ces changements.

Il faut que les gens se parlent pour faire face aux problèmes et les résoudre si l'on désire garantir la paix et veiller à la démocratie et à la prospérité. Les syndicats savent que le dialogue social et la négociation collective fonctionnent. En septembre, le premier ministre suédois a lancé avec nous un appel en faveur d'un Pacte mondial s'appuyant simplement sur cet élément – le dialogue social, des personnes qui travaillent ensemble, dans la paix et l'unité dans l'espoir de réaliser les Objectifs de développement durable.



Un Pacte mondial: améliorer le dialogue social en faveur du travail décent et de la croissance universelle

Déclaration de soutien

Le dialogue social sur le marché du travail et des relations professionnelles de qualité peuvent réduire les éventuelles inégalités découlant de la mondialisation, peuvent accroître la productivité, relancer la croissance économique et participer au développement durable.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies comprend un objectif de promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (Objectif de développement durable 8). Le dialogue social dans le monde du travail est un moyen essentiel pour y parvenir.

Le dialogue social désigne toutes les formes de négociation, de consultation ou d'échange d'informations entre des représentants des autorités publiques, des employeurs et des travailleurs sur des sujets d'intérêt commun liés aux politiques économiques et sociales.

Nous, gouvernements, entreprises et organisations d'employeurs, syndicats, organisations internationales et autres parties prenantes, soutenons une nouvelle et meilleure compréhension mutuelle et le dialogue entre les travailleurs et le capital en nous appuyant sur le principe du Pacte mondial. Nous prendrons les actions nécessaires à l'amélioration du dialogue social sur le marché du travail en tant que moyen de parvenir au travail décent et d'améliorer considérablement la qualité des emplois, contribuant ainsi à une croissance universelle et au partage de la prospérité.

- Pour les États, le Pacte mondial implique de ratifier ou de déployer des efforts soutenus vers la ratification des conventions fondamentales de l'OIT, et de les respecter. Les États doivent reconnaître le dialogue social comme faisant partie intégrante de la façon démocratique de gouverner, doivent permettre la mise en place de structures pour le dialogue social et encourager des accords concrets grâce aux négociations collectives.

- Pour les employeurs, le Pacte mondial implique de respecter ces droits dans la pratique, en faisant preuve de responsabilité sociale et en étant disposés à négocier des accords aux niveaux local, régional ou mondial. Agir en faisant preuve de responsabilité sociale implique aussi que les entreprises exercent une diligence raisonnable en recherchant des chaînes d'approvisionnement responsables selon des normes internationales.
- Pour les organisations syndicales, le Pacte mondial implique d'agir conformément à leurs responsabilités sociales lorsqu'elles négocient, mais aussi de participer au développement général de l'entreprise ou de l'organisation.
- Pour les États, les employeurs, les entreprises et les organisations syndicales, le Pacte mondial est une façon d'aller de l'avant ensemble vers des objectifs partagés de croissance universelle et de développement durable.

Dans le cadre de notre travail pour promouvoir l'idée du Pacte mondial, y compris soutenir les efforts nationaux pour parvenir à l'ODD 8, nous allons échanger des idées, des solutions, des expériences et des enjeux, des leçons tirées et des conseils politiques; promouvoir des initiatives concrètes et des engagements volontaires pour soutenir le principe du Pacte mondial; souligner les possibilités de coopération et de renforcement des capacités dans le domaine du travail décent et de la qualité de l'emploi; et encourager les recherches et les analyses sur le rôle des institutions du marché du travail. Le Cadre sur la qualité des emplois de l'OCDE peut être un outil précieux pour évaluer les résultats des efforts de promotion du dialogue social sur le marché du travail.

Nous nous engageons à établir des rapports publics sur les actions entreprises pour réaliser les principes ci-dessus et pour revoir nos engagements à la lumière des nouveaux enjeux et des nouvelles possibilités.

Une voix commune pour s'opposer à l'oppression gouvernementale

Là où la démocratie, les droits et le dialogue font défaut, les travailleurs et leurs familles sont en première ligne, comme nous l'avons vu au Brésil, en Égypte, en Corée et en Turquie.

En septembre, avec tristesse, mais également détermination, nous avons lancé une campagne mondiale en vue de combattre la corruption et la mainmise des entreprises sur le Parlement, ainsi que la rupture de l'État de droit au Brésil où l'ancien président Lula, qui s'est battu contre la pauvreté et les inégalités, est victime des conspirations sans pitié d'un empire médiatique beaucoup trop puissant.

<http://standwithlula.org/fr>

Les travailleurs coréens, dont les droits font l'objet d'attaques vicieuses de la part de leur propre gouvernement, peuvent vous dire la vérité sur Samsung. En Indonésie, aux Philippines et dans bien d'autres nations, des travailleurs témoignent des intimidations, du harcèlement antisyndical et de l'exploitation dont ils sont victimes. Le scandale le plus récent est le cas de manœuvres d'intimidation de la part de Samsung à l'encontre de responsables gouvernementaux pour que, sous couvert du «secret commercial», ils taisent le nom d'une substance chimique à l'origine de 70 décès de travailleurs et de 200 autres cas de cancer.

https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=3194

<http://act.ituc-csi.org/fr/samsung>

Nous devons construire notre voix collective.

Conclusion

Nous nous battons pour la paix, pour la démocratie, pour les droits et pour l'État de droit.

Nous soutenons le Pacte mondial lancé par le premier ministre suédois. L'organisation et la mobilisation sont essentielles pour renforcer le pouvoir des travailleurs et s'en servir pour garantir des droits et le partage de la prospérité au sein d'une économie mondialisée.

Grâce à nos campagnes et à nos priorités, nous nous battons pour que ces fondements deviennent une réalité au sein d'un monde sans pauvreté et sans émissions de carbone.

Il ne peut y avoir de compromis sur les droits et les libertés démocratiques.

